

Lettre ouverte de soutien aux manifestants

<https://www.contretemps.eu>

d'Iran

redaction

vendredi 19 juin 2009 – Ce matin l'ayatollah Ali Khamenei a réclamé l'arrêt des manifestations puissantes et massives qui contestent le résultat controversé des élections de la semaine dernière. Il a affirmé que faire des concessions aux revendications populaires et aux pressions "illégales" reviendrait à une forme de "dictature", et il a averti les manifestants qu'ils seraient tenus – eux et non la police – pour responsables de toute violence supplémentaire.

Le discours de Khamenei paraîtra familier à quiconque s'intéresse aux enjeux politiques de l'action collective, car il semble s'inscrire dans la logique employée par les autorités d'État pour s'opposer à la plupart des grandes mobilisations populaires des temps modernes, depuis 1789 en France et jusqu'à 1979 en Iran, précisément. Ces mobilisations ont pris forme dans le cadre d'un combat pour imposer le principe de la souveraineté du peuple lui-même, plutôt que de l'État ou de ses représentants.

"Aucun gouvernement ne peut légitimement prétendre à l'autorité", comme les militants sud-africains de l'ANC l'ont écrit dans leur Charte de la Liberté en 1955, "si elle n'est pas fondée sur la volonté de tout le peuple".

Il va sans dire qu'il revient au peuple d'Iran de déterminer sa propre voie politique. Les observateurs étrangers inspirés par le courage de ceux qui manifestent en Iran depuis une semaine ont néanmoins le droit de rappeler qu'un gouvernement qui prétend représenter la volonté de son peuple ne peut le faire que s'il respecte les conditions les plus élémentaires nécessaires à la détermination d'une telle volonté : la liberté pour le peuple de se réunir, sans entrave, pour constituer une force collective inclusive ; la possibilité pour le peuple, sans contraintes imposées au débat ou à l'accès à l'information, de délibérer, de décider et de mettre en œuvre un projet partagé.

Des années de "promotion de la démocratie" soutenue par des puissances étrangères dans diverses régions du monde ont contribué à répandre un scepticisme tout à fait fondé au sujet des mouvements de la société civile qui revendiquent une forme de légitimité démocratique directe. Mais ce principe, quant à lui, n'a jamais perdu sa clarté : seul le peuple lui-même peut déterminer la valeur d'une telle revendication. Nous, soussignés, appelons le gouvernement d'Iran à ne rien faire qui puisse décourager le peuple de se déterminer ainsi.

Peter Hallward

Alberto Toscano

Se joint à l'appel : Alain Badiou

trad. de l'anglais par Simon Marceau

